



Le ministre Jacques Fame Ndongo, Secrétaire à la Communication du parti au pouvoir, le RDPC, intervenait ce matin sur RFI. ce cadre du RDPC a profité pour répondre au leader du MRC, Maurice Kamto, qui, 48 heures avant sur les mêmes antennes a laissé entendre que le programme national de résistance devait se poursuivre.

Voici l'intégralité de l'interview accordée par le ministre Jacques Fame Ndongo à RFI

Question: Cinq jours après la libération de Maurice Kamto, le Président Paul Biya a été reçu par son homologue français. Est-ce juste une coïncidence?

Fame Ndongo: Je crois que c'est une coïncidence. Vous savez, la France, c'est une amie de longue date du Cameroun. Je crois savoir que c'est une visite qui était prévue depuis belle lurette. Donc à mon avis, cette concomitance est une coïncidence.

Question: Mais pouvait-on imaginer cette entrevue sans la libération préalable de Maurice Kamto?

Fame Ndongo: Bien sûr! Le Cameroun est un Etat souverain, à mon humble avis, la France n'a pas eu à exercer une pression coercitive, le Président a agi en tant que Chef de l'Etat du Cameroun.

Question: Maurice Kamto affirme que le vrai dialogue n'a pas encore eu lieu. Plusieurs personnalités ont parlé d'un grand monologue en raison de la sur-représentativité du RDPC à ces assises.

Fame Ndongo: Ce ne fut pas un grand monologue. Ce fut une belle polyphonie. Comment dire que Fru Ndi est un représentant du RDPC? Comment dire que Cabral (Libii, NDLR), arrivé troisième à l'élection présidentielle, est un représentant du RDPC? Il y a eu le clergé, la société civile, alors que veut-on d'autre?

Question: Vous trouvez que Maurice Kamto aurait dû envoyer ses représentants?

Fame Ndongo: Il est libre de ne pas envoyer un représentant. Et nous aussi nous sommes libres d'inviter son parti. Lui, il a refusé; nous n'en faisons pas un casus belli.

Question: Le dialogue s'est prononcé pour la décentralisation avec un statut spécial pour les régions anglophones. Est-ce que ces recommandations seront mises en œuvre?

Fame Ndongo: Mais le Président s'est engagé, juste après la clôture, ça n'a pas pris une heure. Il a immédiatement twitté en disant qu'il allait examiner les recommandations avec le maximum de diligence et d'attention. La diligence, c'est la rapidité, la célérité. Je crois que ça dit tout. C'est clair, c'est net: ces recommandations ne seront pas rangées dans un tiroir.

Question: Mais le Président Biya a aussi évoqué la question de la faisabilité et des capacités du pays. Est-ce une façon d'appeler à la patience?

Fame Ndongo: Mais c'est ça la bonne foi du Président Biya. Parce que les moyens de l'Etat ne sont pas extensibles à l'infini. Pour reconstruire les infrastructures qui ont été détruites par les sécessionnistes dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, il faut 3000,5 milliards de FCFA. Bien sûr, il a pris un engagement, il tiendra parole.

Question: C'est-à-dire dès le mois de novembre, la prochaine loi de Finances?

Fame Ndongo: Naturellement, je ne saurais donner une précision en matière de temps, puisque c'est le Chef de l'Etat qui est le maître de cette grande opération. C'est lui qui décide, c'est lui qui oriente, qui voit. Il avisera.

Question: Les séparatistes anglophones rejettent les conclusions du dialogue. Les personnalités comme Maurice Kamto estiment que le Cameroun ne pourra pas faire l'économie d'un dialogue direct entre belligérants. Est-ce que c'est envisageable selon vous?

Fame Ndongo: Là, on est dans un paradoxe. Elles ont été invitées, ces figures de la diaspora sécessionniste. Elles auraient dû venir, personne n'a été arrêté en venant au dialogue. Alors, pourquoi ceux-là ne sont-ils pas venus? Ils ont préféré rester. Mais on ne peut pas vouloir une chose et son contraire. Ou bien on veut le dialogue et on vient ou bien on ne veut pas le dialogue et on ne vient pas.

Question: Ces leaders séparatistes manifestent leur préférence pour le processus de Genève. Aujourd'hui, ils sont réunis autour d'une plateforme commune. Quel est l'avenir de ce cadre de discussions selon vous?

Fame Ndongo: Nous ici à Yaoundé, moi qui vous parle, nous n'en savons pas grand-chose, c'est une initiative parallèle. Nous, nous savons que le Président Paul Biya a convoqué un Grand Dialogue National qui s'est tenu de fort belle manière. La problématique maintenant c'est mettre en œuvre les recommandations et surtout préparer les élections législatives, municipales et peut-être régionales qui arrivent.

Question: Mais est-ce que les élections pourront avoir lieu au Nord-Ouest et au Sud-Ouest?

Fame Ndongo: Bien sûr, les élections auront lieu dans ces régions-là. Ce sont des régions qui sont sécurisées.

Question: Comment faut-il comprendre les propositions du Sultan Bamoun, Ibrahim Mbombo Njoya qui propose l'introduction de la limitation du mandat au Cameroun et une présidentielle à deux tours. Il est membre du Bureau politique de votre parti, est-ce qu'il engage le RDPC?

Fame Ndongo: Le Sultan Mbombo Njoya que nous respectons beaucoup est libre d'exprimer son opinion. Mais ce n'est pas la position officielle du RDPC.

Question: Sur RFI Maurice Kamto a déclaré: «la résistance continue».

Que lui répondez-vous? Fame Ndongo: Bien sûr, si cela se fait dans la paix, dans la non-violence, dans le respect des lois et règlements de la République, mais on a aucun problème. C'est une stratégie de conquête du pouvoir et c'est tout à fait normal puisqu'il est de l'opposition. Nous, notre stratégie, c'est de conserver le pouvoir, de manière démocratique et dans la paix.